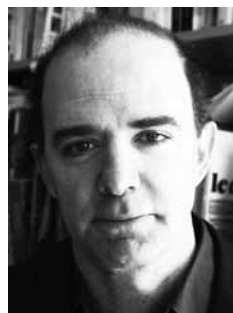


L'INSERTION INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE RUSSE

JULIEN VERCUEIL *



PASCAL GROUIEZ**



Bien que la première question qui vienne à l'esprit de tout observateur analysant la structure de l'économie russe soit celle du rôle joué par le secteur des hydrocarbures, il est important de ne pas réduire celle-là uniquement à celui-ci. Ceci est vrai en particulier pour son insertion internationale. Les échanges commerciaux sont caractérisés par la part prépondérante du pétrole brut, des produits pétroliers et du gaz naturel dans les exportations, mais ils sont aussi composés d'autres flux dont le rôle dans le régime d'accumulation de la Russie est loin d'être négligeable. L'objet de cet article est de montrer en quoi la structure productive de la Russie articule des activités rentières à des activités non rentières, de manière à mieux cerner les conditions actuelles de son insertion internationale. Nous illustrerons notre propos par deux secteurs : l'agro-alimentaire

* ÉCONOMISTE, CREE-INALCO.

** ÉCONOMISTE, LADYSS 7533-UNIVERSITÉ PARIS-DIDEROT.

et le génie logiciel et les services informatiques. Leurs dynamiques récentes nous paraissent exemplaires de certains aspects significatifs de cette insertion.

L'approche que nous adoptons consiste à décomposer l'analyse des trajectoires sectorielles en tenant compte de l'évolution de l'environnement institutionnel, des changements du cadre macroéconomique et des politiques publiques et stratégies privées menées par les acteurs sur le terrain. Ce sont les interactions entre ces trois ensembles de variables qui, selon nous, façonnent les évolutions sectorielles. Nous partons de l'hypothèse qu'il n'existe pas de *one best way* en matière de développement économique. Toutefois, notre article ne se contente pas de cette hypothèse. Il récuse une de ses conséquences possibles, qui serait de nier tout intérêt à une approche normative au motif de la diversité des options ouvertes et de la singularité de chaque trajectoire. Cette diversité même nous semble inciter au contraire à davantage de réflexion normative : celle-ci est utile pour mettre au jour les principaux écueils qui guettent la conduite des politiques économiques et des stratégies de développement des entreprises. Elle informe ainsi des préconisations possibles sur les ensembles de choix praticables et satisfaisants pour les acteurs, dans le but de mieux s'adapter à l'évolution des grandes variables macroéconomiques qui s'imposent à eux dans un contexte international.

Cet article est structuré en deux parties. Dans la première, on propose une analyse des principales caractéristiques du régime d'accumulation actuel de la Russie en montrant en particulier comment sa dépendance structurelle au secteur des hydrocarbures contraint la conjoncture économique. Il s'agit donc d'évaluer le rôle de la rente pétrolière dans l'explication des fluctuations de court terme de l'économie russe. Dans la deuxième partie, on analyse les trajectoires de deux secteurs qui ne sont pas directement liés aux hydrocarbures : l'agro-alimentaire et le génie logiciel. À travers leur étude, qui met en évidence deux modes sectoriels d'insertion internationale distincts, nous proposons d'expliquer les divergences observées entre ces secteurs par l'influence du cadre institutionnel mais aussi par les stratégies d'adaptation des acteurs aux évolutions des grandes variables macroéconomiques, qui sont pour eux sources de contraintes et d'opportunités différentes.

Un régime d'accumulation extraverti-rentier qui structure la conjoncture de l'économie russe

La problématique des économies de rente

Depuis David Ricardo (1772-1823), on définit la rente comme un revenu additionnel issu de la détention exclusive d'un actif. L'actif peut être un bien immobilier, un titre financier, un droit de propriété intellectuelle comme une marque commerciale ou un brevet, un gisement de ressources naturelles, etc. Le revenu que son propriétaire peut en tirer, pour la partie qui dépasse les frais engagés pour son exploitation et sa commercialisation, est appelé une rente – et non un profit – parce qu'il est issu de la situation de quasi-monopole du producteur relativement à l'actif considéré : l'un des éléments déterminants dans le renouvellement de la rente est le fait qu'il existe des barrières à l'entrée pour d'autres acteurs. Ces barrières sont liées à l'exclusivité de la propriété de l'actif – soit qu'il soit protégé juridiquement contre la copie, soit qu'il ne soit pas reproductible physiquement dans les mêmes termes – et expliquent l'absence de menace concurrentielle sérieuse sur le détenteur de l'actif. De ce fait, ce dernier bénéficie d'un *surprofit* – un profit supérieur à celui qui résulterait d'une concurrence plus intense sur le marché des actifs – qui doit donc être distingué du profit en son sens habituel. C'est ce surprofit qui prend le nom de rente. La rente est donc avant tout une rente de monopole, en prenant cette expression dans son sens faible : il n'est pas besoin qu'existe sur un marché une situation de monopole au sens strict pour que des rentes de monopole puissent en être extraites.

Parmi les propriétés de la rente, celle qui nous intéresse ici est le fait que sa taille dépend davantage des élasticités-prix sur le marché que de la productivité du producteur. En effet, la situation de quasi-monopole dont jouit le producteur tend à découpler partiellement ses revenus de sa productivité technique. Certes, celle-ci continue de jouer un rôle dans la quantité de production qu'il peut proposer au marché et, dans ce sens, limite bien ses revenus potentiels. Mais le producteur rentier dépend aussi et surtout des prix qui sont déterminés sur le marché et dont les fluctuations ont des effets potentiellement plus puissants sur ses revenus que celles des quantités offertes, dans le cas où les élasticités prix de l'offre et de la demande pour l'ensemble du marché sont faibles.

C'est la raison pour laquelle la taille de la rente échappe largement à l'influence de son bénéficiaire, quels que soient ses efforts pour améliorer son offre. En outre, les prix varient d'autant plus que l'offre et la demande d'ensemble sont rigides vis-à-vis des conditions de marché. Du côté de l'offre, une telle rigidité peut être liée à des contraintes techniques (absence de capacités productives inemployées par exemple) ou stratégiques (stratégie de contention de la production visant à maintenir un niveau élevé de prix et à limiter la déplétion des stocks). Du côté de la demande, la faible élasticité-prix peut s'expliquer aussi par des considérations techniques (système technique fortement dépendant de la ressource à l'origine de la rente) ou bien financières (le prix relatif de la ressource, en dépit de sa hausse, peut rester inférieur à celui de ses substituts potentiels).

L'économie russe et la rente pétrolière : vulnérabilités extérieures et distorsions sectorielles

52 On retrouve l'ensemble des processus que l'on vient de décrire dans la manière dont la rente pétrolière s'est développée en Russie depuis la fin des années 1990¹. À partir du printemps 1999, la combinaison de la croissance de la demande mondiale d'hydrocarbures et de tensions sur l'offre a enrayé la baisse des prix internationaux du pétrole enregistrée durant les années précédentes. Par la suite, la tendance de long terme des prix est redevenue croissante.

Ce retournement a profité au secteur de production d'hydrocarbures en Russie. Ses revenus se sont accrus, en particulier les revenus d'exportation car la dévaluation du rouble d'août 1998 augmentait les recettes exprimées en monnaie nationale. À partir du moment où les marges d'exploitation ont été retrouvées pour la plupart des puits en fonction, le secteur est entré dans une période de croissance des rentes. Cette croissance a été tirée tout d'abord par l'expansion des volumes de production, qui avaient décliné durant la période précédente. Puis, à partir des années 2003-2004, c'est la croissance des prix internationaux qui est devenue le principal moteur de la croissance de la rente pétrolière en Russie.

Les effets primaires de la rente pétrolière sur l'économie russe peuvent être décomposés entre le secteur privé et le secteur

¹ Pour ne pas alourdir l'exposé, nous choisissons de limiter l'analyse aux années 2000 et 2010.

public. Dans les entreprises privées du secteur, on observe une forte croissance des revenus d'exportation, des profits et de la capitalisation boursière sur l'ensemble des filières gaz et pétrole. Dans le secteur public, outre le redressement des comptes des entreprises d'État de ces branches, l'effet principal est la croissance des recettes budgétaires issues de la taxation directe et indirecte du secteur. Du point de vue monétaire, l'augmentation des recettes en devises et de l'excédent du compte courant provoquent un raffermissement du taux de change nominal du rouble.

À ces effets directs doivent être ajoutés des effets de deuxième tour, qui se développent une fois que les premiers se sont installés dans l'économie. Ils dépendent essentiellement de la manière dont les autorités réagissent à l'amplification des revenus rentiers car ils relèvent des politiques menées en direction du secteur qui les produit. En Russie, ces politiques d'accompagnement de la rente sont assez bien identifiables : dans le domaine fiscal, elles ont consisté en une nationalisation partielle et une ponction accrue sur le secteur, qui ont permis au gouvernement d'augmenter les dépenses publiques tout en désendettant rapidement l'État. De son côté, la politique monétaire a consisté en une stabilisation du taux de change nominal du rouble. Cette politique a conduit les acteurs privés russes à s'endetter en devises, profitant de l'ouverture de la Russie aux marchés de capitaux internationaux pour pratiquer le *carry trade* (arbitrage de taux d'intérêt).

Enfin, une troisième vague de transformations est venue se superposer à ces évolutions macro-économiques et politiques issues du développement des rentes d'hydrocarbures au cœur du modèle de croissance russe. Ces effets se sont fait sentir sur le plan macro-économique en premier lieu, mais pas seulement. Ils se sont aussi exprimés sur le plan sectoriel, ainsi que sur le plan institutionnel, pour façonner un mode de régulation extraverti-rentier au sens de la théorie de la régulation (Boyer, 2015).

Sur le plan macro-économique, les effets de la rente pétrolière sont principalement liés aux politiques conjoncturelles. L'augmentation des dépenses publiques a engendré une dépendance croissante du solde budgétaire aux recettes fiscales issues du secteur pétrolier. Avec une dépense publique financée à près de 50 % par le secteur des hydrocarbures, le budget général² a enregistré un

² Le budget général est composé du budget fédéral, des budgets régionaux et locaux et des fonds de sécurité sociale.

« déficit hors pétrole » – c'est-à-dire le déficit qui serait enregistré si les recettes issues du secteur disparaissaient – qui a atteint 11 à 12 % du PIB certaines années. Que les recettes pétro-gazières chutent et les équilibres budgétaires seraient détruits, obligeant le gouvernement à arbitrer entre une réduction drastique des dépenses, politiquement hasardeuse, et un emprunt massif sur les marchés internationaux de capitaux dont les coûts pourraient rapidement s'envoler. Certes, la politique budgétaire de la deuxième moitié des années 2000 a veillé à constituer des fonds structurels³ alimentés par les excédents budgétaires pour faire face à un éventuel retournement de conjoncture sur les marchés des hydrocarbures. Mais leur volume n'était pas suffisant pour permettre, en cas de retournement des prix du pétrole, de tenir plus de deux ou trois ans le rythme des dépenses budgétaires de la fin des années 2000. Cela signifie que le rôle pris par la rente d'hydrocarbures dans les comptes publics a placé ces derniers sur une trajectoire non soutenable à long terme.

54

On retrouve cette vulnérabilité macro-économique dans la conduite de la politique monétaire. L'afflux massif de recettes en devises provient à la fois des exportations d'hydrocarbures et des investissements directs étrangers entrants, dont le volume s'accroît rapidement durant la deuxième moitié des années 2000 (Koudrine *et al.*, 2016). Ceci exerce une pression à la hausse sur le taux de change réel du rouble, car le taux de change nominal reste relativement aisé à soutenir pour la Banque centrale du fait de la forte demande de roubles de la part des entreprises exportatrices et des investisseurs étrangers. Cette pression haussière sur le taux de change réel s'explique également par le fait que la conversion de devises en monnaie nationale suscite une création monétaire importante qui alimente les pressions inflationnistes internes. Tout comme la question budgétaire, ce problème est pris en compte par les autorités puisque la Banque centrale cherche à stériliser une partie des recettes en devises en les réinvestissant en titres de dette étrangers, mais cette politique n'est pas suffisante pour contrecarrer l'appréciation réelle de la monnaie russe. Le rouble devient d'autant plus vulnérable à un retournement des prix du pétrole que, depuis 2006, les capitaux peuvent à nouveau, comme

³ Le fonds de stabilisation initialement constitué a été décomposé en deux fonds : fonds de réserve et fonds national de bien-être.

dans les années 1990, entrer et sortir librement de Russie. Dans de telles conditions, les considérables réserves de change accumulées par la Banque centrale de Russie (plus de 400 milliards de dollars en 2008) restent modestes au regard des mouvements de capitaux qui pourraient se déclencher si un doute se propageait sur la valeur de la monnaie russe. Tout comme les soldes des comptes publics, le taux de change du rouble est donc, en dernière analyse, suspendu aux variations des cours du pétrole, variable exogène pour la conduite de la politique économique de la Russie (Vercueil, 2013).

Le régime d'accumulation extraverti-rentier est donc porteur de vulnérabilités macro-économiques évidentes. Mais l'économie politique qui s'est développée en Russie dans les années 2000 a également transformé en profondeur les relations entre les entreprises d'hydrocarbures et leur environnement économique et institutionnel, ajoutant de nouvelles fragilités aux anciennes.

La première d'entre elles est sectorielle. La littérature classique l'a abondamment analysée sous le vocable de *Dutch Disease*, ou syndrome hollandais (Salter [1957], Corden et Neary [1982]). Dans les modèles développés par ces auteurs, l'appréciation du taux de change réel provoquée par un *boom* des matières premières conduit à la perte de compétitivité du secteur manufacturier. Celui-ci finit par subir un processus de désindustrialisation sous l'effet conjoint de la hausse des coûts salariaux, de la concurrence étrangère et du déclin de l'investissement.

La trajectoire russe confirme partiellement les prédictions des modèles de *Dutch Disease*. On n'observe pas de croissance excessive des coûts salariaux dans les branches manufacturières qui souffrent d'une désindustrialisation. Au contraire, les salaires réels de ces industries, qui avaient fortement baissé dans la décennie précédente (Andreff, 2007), n'augmentent pas en général au même rythme que dans les autres secteurs dans les années 2000. En revanche, on constate bien un ralentissement de l'investissement dans la plupart de ces branches. Ce ralentissement coïncide avec l'appréciation du taux de change réel du rouble. À partir du milieu des années 2000, on peut considérer que le rouble est surévalué, tandis qu'on observe une nette différenciation des trajectoires de taux de profits et de niveaux de salaires entre les secteurs liés à la rente et les secteurs vulnérables face à la concurrence internationale (Vercueil, 2011). La rente pétrolière a donc bien provoqué des

effets de distorsion sectorielle : les secteurs liés aux hydrocarbures⁴ et les secteurs abrités – commerce de détail, services financiers et immobiliers, construction – se sont rapidement développés, parfois jusqu'à l'hypertrophie, tandis que la plupart des branches manufacturières subissaient un déclin relatif.

La deuxième forme de vulnérabilité créée par la rente pétrolière est d'ordre institutionnel⁵. La montée en puissance du secteur des hydrocarbures s'est accompagnée d'un nouveau rôle de l'État en matière économique. Plus puissant, celui-ci a progressivement réussi à reprendre en mains les principaux leviers de contrôle du secteur pétrolier et gazier. Directement ou non, le chef de l'État nomme désormais les directeurs des entreprises les plus stratégiques du point de vue économique et politique : *Rosneft*, *Gazprom*, l'ancienne *Yukos*, plus récemment *Bachneft*. Les changements institutionnels et réglementaires opérés dans les années 2000 et 2010 ont également affaibli la position des opérateurs étrangers considérés comme trop puissants⁶. De nouvelles règles de développement ont été édictées pour l'ensemble du secteur (exploration, production, transport, distribution, exportation), destinées à favoriser les champions nationaux à capitaux publics.

Toutefois, le regain de contrôle de la puissance publique sur ce secteur n'a pas réduit les vulnérabilités économiques qui y sont liées. Si les grands oligarques ont cessé de dicter leur loi au pouvoir exécutif, leur influence n'a pas disparu pour autant. Au contraire, malgré plusieurs trains de mesures gouvernementales visant à favoriser la diversification du développement économique, les grands équilibres macro-économiques de la Russie ont continué de dépendre de manière cruciale de la rente pétrolière durant les années 2000 et 2010. La lutte annoncée par les autorités tout au long des années 2000 et 2010 contre la polarisation rentière de l'économie nationale n'a pas eu les effets attendus. La capacité des lobbies pétroliers et financiers, constitués dans les années 1990, à protéger leurs intérêts est restée forte, comme en témoignent les décisions prises en matière de gestion du taux de change jusqu'en

56

⁴ Dont la chimie, par exemple.

⁵ La dimension institutionnelle de l'influence de la rente en Russie nous a fait préférer le terme de *Russian Disease* au terme de *Dutch Disease*, pour insister sur la forme nationale prise par le problème (Vercueil, 2002).

⁶ À l'exemple de *British Petroleum*.

2014, qui ont systématiquement favorisé ces deux secteurs au détriment du reste de l'économie (Vercueil, 2013). En conséquence, les disparités socio-économiques sectorielles et territoriales ont continué de se développer. Elles contribuent à la fragilisation du mode de régulation de l'économie russe en diminuant les capacités d'adaptation des territoires à des chocs exogènes, en particulier ceux qui portent sur les cours du pétrole.

Une illustration : sanctions, contre-sanctions et prix du pétrole dans la crise de la Russie depuis 2014

Il convient de lire la trajectoire économique de la Russie depuis 2014 à la lumière de ce qui précède. Cette trajectoire a été marquée par une crise qui a coïncidé avec une brutale dégradation des conditions de son insertion internationale. Après l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014, les pays occidentaux se sont accordés sur la mise en place de sanctions à l'encontre de la Russie, auxquelles celle-ci a répondu par des mesures de rétorsion (« contre-sanctions ») vis-à-vis des économies qui l'ont sanctionnée.

57

Ces deux chocs ont certes influé sur la conjoncture de l'économie russe, mais l'analyse doit tenir compte également d'autres changements intervenus dans l'environnement international de la Russie. Le premier d'entre eux est le choc d'incertitude provoqué par l'augmentation de la conflictualité dans la région (Crimée et est de l'Ukraine), dont les conséquences diplomatiques ont été planétaires. Ce choc s'est traduit, bien avant les sanctions, par une inversion des flux de capitaux. Ceux-ci ont massivement quitté la région dès le premier trimestre 2014, tandis que les taux d'intérêt augmentaient. Le deuxième est la chute des prix du pétrole, intervenue à partir de l'été 2014, qui a brusquement réduit les sources autonomes de devises des grandes entreprises exportatrices et a aggravé leur vulnérabilité financière, les sanctions les ayant privé d'accès, avec les principales banques publiques, aux financements en dollars à moyen et long terme. La troisième est l'embargo décrété par Vladimir Poutine sur la majorité des produits agricoles importés des pays occidentaux.

Dans ces nouvelles conditions, deux des piliers principaux de la régulation macroéconomique nationale se sont trouvés fragilisés : d'un côté, le rouble se trouvait privé des fondements

de sa crédibilité, puisque sa surévaluation manifeste, produit de la période précédente, ne pouvait plus être compensée par l'afflux de capitaux lié à la rente pétrolière⁷ ; d'un autre côté, le budget de l'État se trouvait brutalement mis sous tension par la réduction des recettes fiscales en provenance du secteur des hydrocarbures. La résultante de ces deux lignes de tension a été une spéculation contre le rouble qui, comme lors des quatre crises de change précédentes, (1992, 1994, 1998 et 2009) n'a pas pu être contrecarrée malgré le niveau alors atteint par les réserves en devises de la Banque centrale. La crise de change⁸ et la violente poussée inflationniste qui ont suivi ont obligé la Banque centrale à passer précipitamment d'une politique de ciblage du taux de change à une politique de contrôle de l'inflation. Les nouvelles pressions macroéconomiques issues de la politique budgétaire et de la politique monétaire, brutalement contraintes par le retournement des prix du pétrole, ont réduit le revenu réel des ménages. Ces derniers ont absorbé une part significative du choc de la crise : leurs revenus réels exprimés en roubles ont accusé une chute de 20 % entre 2015 et 2016. Cette chute est deux à trois fois plus importante si on la mesure en pouvoir d'achat international (Vercueil, 2016).

58

Au-delà du pétrole : deux secteurs plongés dans la mondialisation

Le surdéveloppement du secteur des hydrocarbures est d'autant plus problématique que les investissements dans les exploitations de gisements ne revêtent pas un caractère durable (Dupuy, 2015). Mais la polarisation de l'attention sur ce secteur ne doit pas occulter le fait que d'autres secteurs ont cherché à tirer parti du régime économique mis en place. Ainsi, l'agro-industrie a bénéficié du transfert d'une partie de la rente pétrolière. Ce transfert est pour une bonne part indirect. Il provient de la croissance de la consommation de produits alimentaires permise par la hausse des revenus des ménages. Ces revenus ont été stimulés par l'expansion

⁷ Tant que les cours du pétrole sont élevés, les recettes en devises sont suffisamment importantes pour stabiliser le taux de change du rouble, en dépit de sa surévaluation réelle. Dès qu'ils baissent, les recettes en devises diminuent et la Banque centrale doit puiser dans ses réserves de change pour maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande de roubles sur le marché des changes.

⁸ Le 16 décembre 2014, le rouble a perdu 20 % de sa valeur.

de l'économie, portée par la hausse des prix du pétrole. Pour une autre part, ce transfert provient de la puissance publique, qui grâce à la croissance des recettes fiscales issues du secteur pétrolier a pu dégager de nouveaux moyens pour soutenir le secteur agro-alimentaire, dont la capacité d'influence sur le pouvoir politique est restée forte depuis les années 1990. Ces évolutions se sont accompagnées d'une restructuration sectorielle faisant émerger des acteurs clés – les propriétaires d'agro-holdings – qui contribuent aujourd'hui au développement d'une production nationale de produits agricoles et agro-industriels.

Dans des conditions institutionnelles très différentes, le secteur du génie logiciel et des services informatiques a lui aussi su tirer parti de ressources importantes – principalement intellectuelles dans ce cas – et de l'ouverture économique des années 1990 pour se développer. L'articulation entre le national et l'international a alors pris une forme originale dans ce secteur, qui s'est consolidée tout au long des années 2000 et lui a permis de traverser les crises macro-économiques de ces dernières années sans trop de difficultés.

Comprendre et confronter les évolutions de ces deux secteurs permet de mieux saisir la diversité des modes d'insertion internationale des industries non rentières en Russie.

Le secteur agro-industriel: évolution des investissements et dynamique d'insertion internationale

Durant la dernière décennie de l'ère soviétique, le secteur agricole était devenu dépendant de l'agro-industrie du fait du développement de l'*agro-promyshlennyi kompleks* (APK, c'est-à-dire complexe agro-industriel). À l'issue de la période soviétique, l'agriculture se trouvait dans un état préoccupant car les kolkhozes et sovkhozes, qui assuraient 76 % de la production agricole en 1989, se sont retrouvés isolés de l'agro-industrie du fait du démantèlement des APK. Ils ne disposaient alors d'aucun capital financier et humain pour reconstituer par eux-mêmes leurs relations avec les consommateurs. Leur isolement s'est accompagné d'une absence de soutien politique – tout du moins au niveau national – puisque le premier ministre Gaïdar portait alors comme fondement de la politique de transition le consensus de Washington. Le résultat fut sans appel : en 1999, la décapitalisation du secteur de l'élevage bovin

était telle que, selon les estimations de l'OCDE (1999), le nombre de têtes bovines – incluant les vaches laitières – ne représentait plus que 40 % de son niveau de 1990. Les exploitations agricoles céréalières ou maraîchères n'étaient pas dans une situation plus favorable, leur production avait en moyenne baissé de 20 %. Ainsi, en 1998, selon le Goskomstat, 57 % de la production agricole (en valeur) étaient assurés par les lopins⁹ (contre 24 % en 1989). Ils s'agit d'une véritable rupture dans le sens où ces derniers ne jouaient qu'un rôle secondaire aux côtés des exploitations collectives dans la production agricole soviétique. Leur existence était plus ou moins tolérée et elle dépendait de leur capacité à s'approprier une partie de la production des exploitations collectives pour l'utiliser comme des intrants agricoles (Maurel, 1980). Pour compenser cette baisse de la production agricole, le secteur agro-industriel et celui de la grande distribution ont fait massivement appel à l'importation. Ce phénomène sera identifié sous le vocable populaire des « cuisses de Bush »¹⁰ en référence à l'arrivée de poulets américains sur le marché russe au début des années 1990.

60

L'événement de nature macroéconomique à l'origine d'une inversion complète de la tendance sera la crise financière de 1998. Cette dernière va entraîner une dévaluation du rouble. Les produits agricoles domestiques redevenus compétitifs, de nouveaux investisseurs vont faire leur apparition dans le secteur agricole. Ces « oligarques » ont, pour la plupart, fait fortune grâce à l'appropriation plus ou moins frauduleuse des unités agro-industrielles privatisées durant les années 90. Pour certains d'entre eux, c'est l'appropriation d'usines dans l'industrie ou le pétrole qui est à l'origine de leurs capitaux. Sous l'impulsion des politiques mises en place par V. Poutine au début des années 2000 – qui ont pris la forme d'un projet national prioritaire pour le « développement de l'agriculture » offrant l'accès à des prêts bonifiés et à des subventions à la production pour certains produits agricoles –, ils vont investir dans la recapitalisation de l'agro-industrie. Guidés par une logique de retours sur investissement rapides, les oligarques ont reconstitué

⁹ Petite unité agricole (à peine 1 à 6 ha.) destinée à l'autoconsommation de la population.

¹⁰ Voir l'article de *Libération* du 28 décembre 1998 : <http://www.liberation.fr/futurs/1998/12/28/la-cuisse-de-bush-donne-la-chair-de-poulea-penza-on-craint-avant-tout-le-retour-du-poulet-americain_254438>.

la filière céréalière puis avicole et porcine. Les structures agricoles sur lesquelles ils vont s'appuyer seront principalement celles des « agro-holdings » (par exemple : *Eksima-Agro*, *Miratorg*, etc.) dont la spécificité est d'associer à la problématique de l'intégration verticale de la production agricole celle de l'insertion de l'entreprise sur son territoire *via* des politiques relevant de la responsabilité sociétale (RSE)¹¹ (Grouiez, 2017 ; Nilsson *et al.*, 2016).

Cette transformation va considérablement déstabiliser l'agro-industrie qui s'était restructurée en substituant aux produits agricoles russes des produits importés. À l'issue de la transition, deux modèles d'agro-industrie sont en concurrence en Russie (Grouiez, 2010). D'une part des acteurs que nous désignons sous le vocable « d'agro-industriels » se fournissent en produits alimentaires sur le marché international. Ils ne souffrent d'aucun problème d'approvisionnement si ce n'est celui de la fluctuation internationale des prix des matières premières agricoles. De l'autre les propriétaires d'agro-holdings qui s'inscrivent dans une logique d'intégration des exploitations agricoles associées à des filières aux retours sur investissement rapides. Ces derniers doivent gérer les difficultés d'approvisionnements des usines de transformation en produits alimentaires, mais ils bénéficient d'importants soutiens publics : des politiques agricoles au niveau local et des politiques protectionnistes au niveau national. Ainsi, sur la base d'une étude menée dans la région d'Orel, nous avons montré que les deux plus gros agro-holdings présents avaient bénéficié de 95 % des subventions agricoles accordées en 2008 par cette région

61

¹¹ D'abord portés par des investisseurs domestiques, les agro-holdings se développent également aujourd'hui en Russie sous l'influence d'investisseurs étrangers. Par exemple, l'agro-holding *Agro-invest* est à capitaux suédois. Il est la propriété de la *Black Earth Farming Ltd* qui a été fondée en 2005 dans le but d'investir dans des projets agricoles et agro-industriels en Russie. Ces investisseurs étrangers changent parfois la nature de l'insertion de la firme dans le territoire – avec une certaine volonté de réduire la dépendance de l'agro-holding vis-à-vis des instances politiques régionales. Ils peuvent également modifier la nature des projets économiques en ciblant par exemple des filières différentes de celles précitées (porcine et de volaille) du fait qu'ils tolèrent des retours sur investissement plus longs. Toutefois, les agro-holdings étrangers partagent avec les agro-holdings à capitaux russes l'objectif d'une intégration verticale de la filière visant au développement du secteur agro-industriel russe. Contrairement aux « agro-industriels », les agro-holdings – étrangers comme domestiques – ne cherchent pas à développer leur activité en s'appuyant sur l'importation de produits agricoles.

(Grouiez, 2014). En ce qui concerne le niveau national, entre 2003 et 2010, plusieurs politiques de quotas et de contingents tarifaires ont été mises en place pour réguler l'importation de produits issus du secteur agricole. Ces politiques ont systématiquement privilégié la protection des filières sur lesquelles les agro-holdings investissaient : volaille, porc puis bœuf. Les oligarques ont donc su mettre en place une forme de lobby dans l'objectif de défendre leurs intérêts (Grouiez, 2011). On observe, en conséquence, un redressement de la production nationale de viandes au milieu des années 2000 qui se substitue aux importations et qui est tirée par la hausse de la consommation domestique (voir graphique 1, mais aussi Nefedova, 2017).

Graphique n°1 : Production, importation et consommation de viande en Russie, 2000-2016 (en milliers de tonnes)



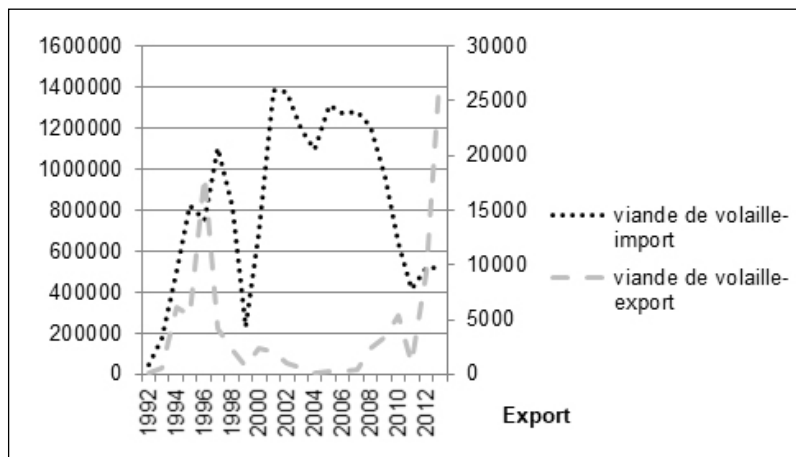
Source : Rosstat.

L'étude de l'évolution de l'import-export des produits agricoles précédemment cités met en évidence une tendance lourde : à partir du début des années 2000, les volumes de viande de volaille, de porc et de bœuf importés marquent le pas de façon plus ou moins nette (graphiques n° 2, 3 et 4). Pour la viande de volaille, la tendance est amorcée dès 2003, date des premiers contingents tarifaires. Pour la viande de porc, après une première chute liée à la crise financière de 1998, les importations repartent à

la hausse jusqu'à la fin des années 2000, avec toutefois un premier ralentissement en 2003 et les premiers contingents tarifaires. Depuis la fin des années 2000, la tendance est nettement à la baisse de l'importation de viande de porc et n'a pas repris avec la fin de la crise des subprimes. Enfin, la viande bovine, dont la production n'a que tardivement intéressé les agro-holdings, ne voit ses importations se réduire qu'à partir de la fin des années 2000. Il est à noter que les premiers contingents tarifaires qui la concernent ne seront mis en place qu'en 2006. La politique douanière que nous venons de décrire était alors en complet décalage avec le souhait de voir la Russie intégrer l'OMC (Grouiez, 2012). Elle s'est pourtant poursuivie après 2012 – et l'entrée de la Russie dans l'OMC – d'abord du fait que ce secteur a bénéficié d'un traitement particulier lors des négociations – la Russie a obtenu le maintien de quotas et contingents tarifaires jusqu'en 2018 – puis parce que la Russie n'a eu de cesse de privilégier les politiques de soutiens non tarifaires au secteur (l'argument sanitaire étant souvent employé). Dans ce contexte, la politique des contre-sanctions déployée par la Russie (décret du 6 août 2014 plusieurs fois modifié depuis) – en réponse aux sanctions internationales visant à dénoncer la politique russe en Ukraine – masque mal un choix délibéré de soutien aux agro-holdings créés depuis quinze ans et que la récente dévaluation du rouble ne fait que faciliter. Il est intéressant de noter que les produits sous embargo russe et qui sont constitutifs des principaux produits du régime alimentaire en Russie sont également ceux dont la production nationale se fait majoritairement à travers des agro-holdings : viande bovine, porcine, de volaille ; pommes de terre, laitues, carottes et betteraves. Il est également intéressant de noter la présence, dans la liste des aliments sous embargo, de produits que les « agro-industriels » russes utilisent pour commercialiser sous des marques russes et après repackaging des aliments importés (certains plats préparés et légumes cuits congelés). Au-delà de la portée géopolitique des contre-sanctions – que nous ne discuterons pas ici – il est important de voir dans cet embargo russe la continuité d'une politique protectionniste. Elle se veut au service des agro-holdings et au désavantage des « agro-industriels » russes importateurs. Ainsi, la filière du lait pour laquelle les agro-holdings n'ont que faiblement investi – du fait des longs retours sur investissement qui la caractérise – n'a pas connu de baisse du volume de ses importations. Au contraire, elles

sont nettement réparties à la hausse une fois la crise des subprimes passée (graphique n° 6).

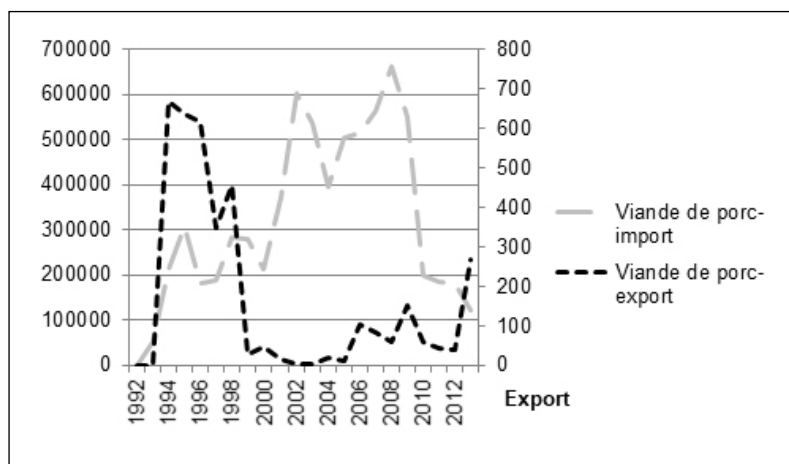
Graphique n° 2 : Évolution de l'import-export de viande de volaille, en tonnes



64

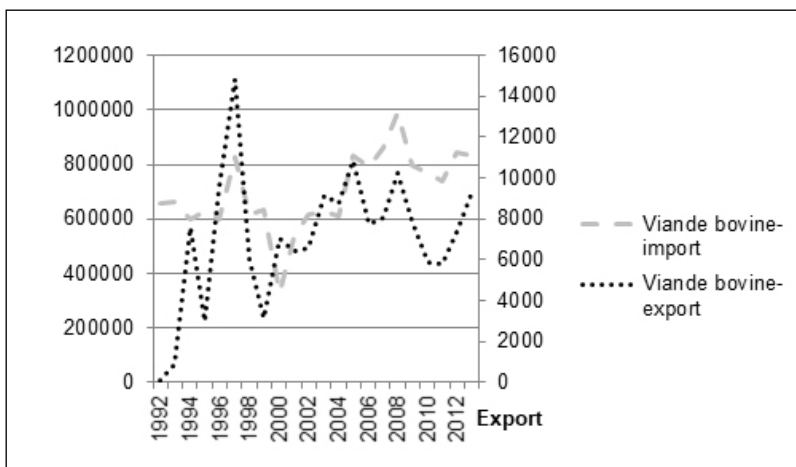
Source : d'après la FAO Database 2017.

Graphique n° 3 : Évolution de l'import-export de viande de porc, en tonnes



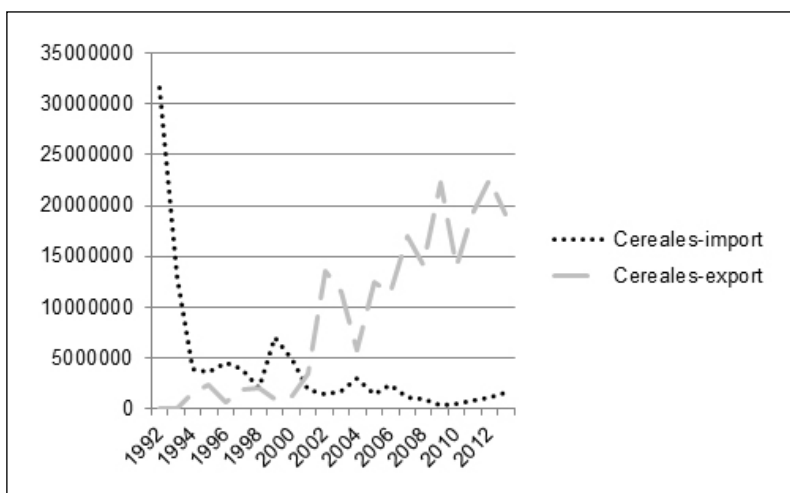
Source : d'après la FAO Database 2017.

Graphique n° 4 : Évolution de l'import-export de viande bovine, en tonnes



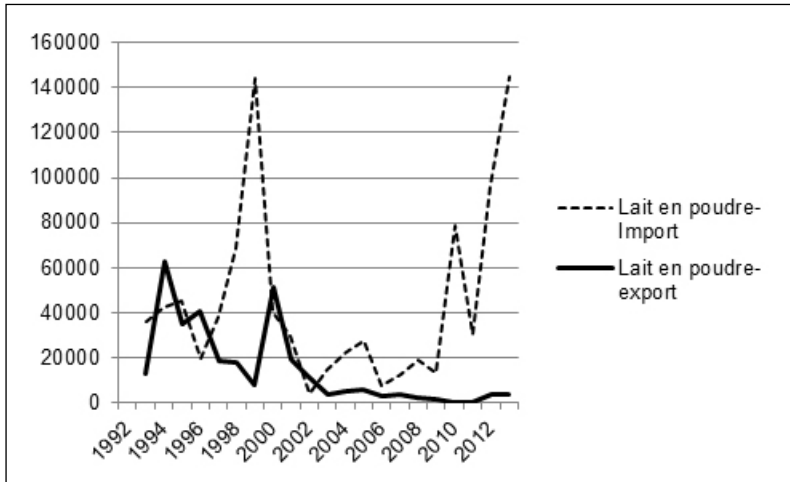
Source : d'après la FAO Database 2017.

Graphique n° 5 : Évolution de l'import-export de céréales, en tonnes



Source : d'après la FAO Database 2017.

Graphique n° 6 : Évolution de l'import-export de lait en poudre, en tonnes



Source : d'après la FAO Database 2017.

Afin de mieux saisir la raison pour laquelle les politiques agricoles qui se sont succédé depuis quinze ans ont privilégié les agro-holdings, une autre politique doit être abordée : celle de « sécurité alimentaire ». Dans un travail récent, Dufy et Baruskova (2017) identifient trois évolutions dans le discours portant sur la sécurité alimentaire en Russie. Une première période située entre 1990 et 2000 associée à la sécurité alimentaire la nécessaire ouverture internationale de la Russie. À partir des années 2000, c'est un discours portant sur la production nationale et l'intégration réfléchie du secteur agricole au commerce international qui est porté. Enfin, la crise ukrainienne marquerait l'entrée dans une nouvelle période où la sécurité alimentaire serait perçue comme légitimant la mise en place d'une politique agricole de substitution aux importations. Cette périodisation souligne le « moment politique » marqué par la crise ukrainienne et qui se caractérise par un discours offensif sur le développement du secteur agricole national. Il est toutefois nécessaire de reconnaître l'importance d'une lecture plus spatialisée des transformations de l'agro-industrie, telle que la proposent Nefedova et Ioffe (2001) : la Russie est un bien trop vaste pays pour procéder à une analyse portant sur le seul niveau national.

La dynamique de longue période que nous venons de mettre en évidence, marquée par une première étape de séparation du secteur agricole d'avec l'agro-industrie puis de réintégration *via* le modèle de l'agro-holding doit être mis en perspective avec le souci politique de garantir la sécurité alimentaire d'un territoire particulier : celui de la ville de Moscou. Moscou représente à elle seule 9 % de la population russe (soit 13 millions d'habitants). L'agro-holding, nous l'avons déjà souligné, ne peut être analysé sur la base de la seule logique de l'intégration verticale de l'agriculture à l'agro-industrie. Une analyse socio-économique (Grouiez, 2014) permet d'identifier parallèlement le rôle d'aménagement du territoire que les agro-holdings sont en capacité de remplir : construction de route, financement d'école, d'hôpital. Ce rôle est issu de compromis institutionnalisés entre les autorités locales et les oligarques, propriétaires des agro-holdings, qui négocient les conditions de leurs implantations. Certains d'entre eux peuvent entrer dans des relations socio-économiques complexes avec plusieurs autorités locales simultanément. Ainsi, certains agro-holdings ont vu leur pouvoir de négociation dans certaines régions de la fédération se renforcer du fait d'un autre compromis passé avec les autorités administratives de la ville de Moscou. Dans le cadre du projet national prioritaire « développement de l'agriculture » de 2006-2007, l'administration moscovite a développé une politique de partenariat avec 20 agro-holdings à capitaux russes reposant sur un soutien financier global de 19 milliards de roubles. Les agro-holdings ont bénéficié d'un soutien à l'implantation et/ou au développement d'activités dans la région de Moscou¹², mais aussi dans celles de Tula, Krasnodar, Leningrad, Yaroslav, Ulyanov, Kursk, Orel, Ivanovo, Vladimir, Lipetsk, Tambov. En contrepartie de subventions, de prêts bonifiés ou d'accompagnement technique à l'intégration, ces agro-holdings se sont engagés à distribuer une partie de leur production sur le marché moscovite¹³.

67

¹² La région de Moscou (7,5 millions d'habitants) doit être distinguée de la ville de Moscou (13 millions d'habitants), qu'elle entoure mais n'englobe pas.

¹³ Ainsi, l'article 8 de la loi du 12 juillet 2006 « au sujet de la sécurité alimentaire de la ville de Moscou » stipule que « les personnes morales qui demandent un soutien financier à la ville de Moscou pour des projets d'investissements (d'intégration verticale), ou bien pour obtenir des ressources et des matières premières pour la production et la livraison de produits agricoles ou de nourriture devront augmenter

Les modalités d'insertion des secteurs agricole et agro-industriel dans un marché globalisé relèvent tout à la fois de facteurs macroéconomiques (dévaluation du rouble) et de compromis institutionnels territorialisés (sécurité alimentaire de la ville de Moscou, développement économique des régions agricoles). D'abord poussée, au début des années 90, à chercher au sein d'un marché alimentaire internationalisé les sources de son approvisionnement du fait de l'absence de soutien au secteur agricole, l'agro-industrie s'est retrouvée dans une posture plus délicate à compter du début des années 2000, du fait de la crise financière et de la dévaluation du rouble. L'intégration du secteur agricole russe dans l'agro-industrie est alors passée par le développement des agro-holdings dont les propriétaires – principalement des oligarques – ont su négocier des compromis avantageux tant à l'échelle locale (soutien financier, technique) qu'à l'échelle nationale (contingents tarifaires, conditions de l'intégration de la Russie à l'OMC). Le modèle de l'agro-holding a modifié la conception que se faisait la Russie de son intégration au marché alimentaire globalisé : d'une logique d'ouverture, l'État fédéral est passé à une politique douanière sélective visant à protéger les filières agricoles nationales portées par les agro-holdings. Les dernières politiques de contre-sanctions ne font que confirmer cette politique agricole amorcée il y a 15 ans. L'agriculture et l'agro-industrie se trouvent donc ballottées entre une volonté d'ouverture internationale pour certains produits d'exportation (notamment céréales et sucre, voir graphique n° 4) et une volonté de porter une politique agricole protectionniste. Quelle que soit la logique qui prévaudra à l'avenir, l'émergence de l'agro-holding comme nouvelle structure productive en Russie sera une clé de lecture pertinente pour en rendre compte.

68

L'industrie logicielle et les services informatiques : entre internationalisation et pression étatique

Le secteur informatique s'est développé sans le soutien des politiques publiques, sur la base du haut niveau de compétence en

leur offre de produits agricoles, de matières premières et de nourriture à destination de la ville de Moscou. » (Nous traduisons.)

mathématiques et logique hérité du système éducatif soviétique¹⁴. Le réseau de *start-up* spécialisées dans les technologies de l'information et de communication, qui s'est constitué dès les années 1980-1990 dans les principales métropoles technologiques du pays (Saint-Petersbourg, Moscou, Nijni-Novgorod, Novossibirsk, par exemple), a associé une bonne connaissance des contraintes techniques et des besoins du public local – en particulier l'accès à des services en langue russe – à une insertion directe dans le milieu international de la programmation lui permettant d'adapter les innovations mondiales au contexte local¹⁵. Dans le même temps, l'échelle initialement modeste des activités déployées ainsi que le caractère novateur et technique du cœur de leur métier a permis à la majorité des entreprises de ce secteur de rester à l'écart des dérives mafieuses qui touchaient alors les secteurs les plus profitables de l'économie russe (import-export, commerce, finance, immobilier, construction et matières premières), tout en n'attirant pas non plus l'attention des pouvoirs publics. Aujourd'hui encore, les autorités reconnaissent que la couverture statistique du secteur est déficiente, malgré les progrès récents réalisés dans la précision des nomenclatures¹⁶.

69

Dans ce contexte, des acteurs ont émergé puis rapidement gagné en importance (*Kaspersky, Vkontakte, Yandex, Mail.ru, Elcomsoft, GroupIB*), et cherchent désormais des appuis à l'international pour garantir leur prospérité et leur indépendance. L'insertion internationale n'est pourtant pas une dimension récente du secteur. Dès les années 1990, l'*outsourcing* de services informatiques a constitué un axe de développement important pour nombre d'entreprises de ce secteur (Bardhan and Kroll, 2006). Il leur a apporté financements, expertise et crédibilité, un peu à l'image de l'Inde dans la décennie précédente, à une échelle plus modeste cependant. Selon les estimations disponibles, le

¹⁴ On retrouve les mêmes compétences en Ukraine et au Bélarus, sur la base desquelles une industrie logicielle dynamique à l'échelle du pays s'est également développée.

¹⁵ Une part importante de cette adaptation a été réalisée sur la base de la copie illégale, tout comme en Chine plus récemment.

¹⁶ En juillet 2014, le ministre des Communications reconnaissait en ces termes l'absence de suivi statistique du secteur : « *At the moment in Russia there is no official uniform statistical indicators for the IT industry, so from viewpoint of formal statistics such industry is non-existent* » (Russoft, 2016, p. 26). Sur l'évolution des nomenclatures de Rosstat concernant les industries de l'information, voir Abdrakhmanova et alii, 2016.

secteur des services de communication et de technologies de l'information compte aujourd'hui 83 000 entreprises qui emploient 402 000 salariés et réalisent une valeur ajoutée brute de 462 milliards de roubles (6,6 milliards d'euros, soit 0,6 % du PIB de la Russie) (Abdrakhmanova *et al.*, 2016).

L'industrie est également stimulée par la progression du marché intérieur. Le taux de pénétration d'Internet, qui n'était que de 25,4 % de la population âgée de plus de 16 ans en 2008, a atteint 70,4 % en 2016, grâce notamment à une diffusion de l'accès par les téléphones mobiles. À l'image de la société *1C*, les acteurs les plus performants du secteur sont parvenus à développer des solutions logicielles adaptées aux besoins des utilisateurs de la Russie et de l'espace post-soviétique à un coût nettement inférieur aux produits concurrents édités par les *majors* internationales (*SAP* ou *Oracle*). Actuellement, *1C* détient près de 33 % du marché national du logiciel d'entreprise, talonnant *SAP*¹⁷. Sur ces bases, le secteur est parvenu à développer sa capacité exportatrice, ainsi que le montre le graphique 7.

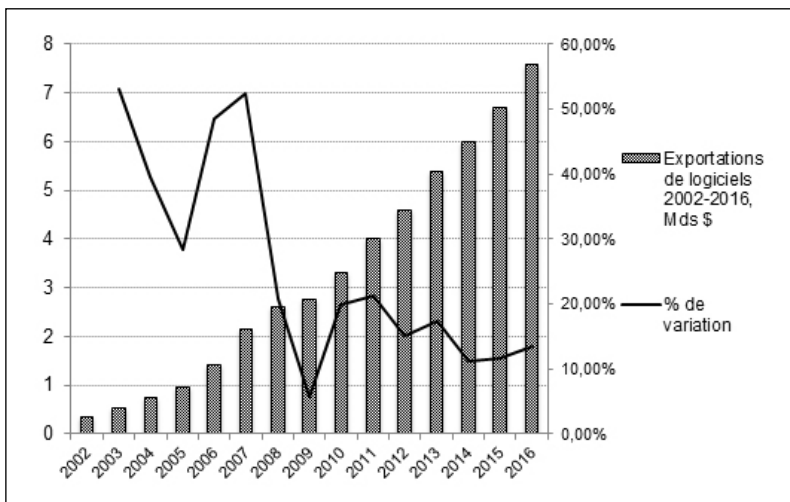
70

En moins de quinze ans, les exportations russes de logiciels et de services informatiques ont été multipliées par plus de 20. Ni la crise de 2009, ni celle de 2014-2016 n'ont interrompu cette croissance, qui connaît un rythme annuel moyen de 25 % depuis 2002. Compte tenu de la dévaluation récente du rouble, les performances à l'exportation de ce secteur devraient se confirmer à l'avenir, en particulier en direction des pays émergents, où ces produits représentent une sérieuse concurrence pour les produits occidentaux.

Le développement de l'industrie logicielle en Russie est d'autant plus significatif qu'il s'est produit sans programme de soutien gouvernemental. Les quelques plans sectoriels lancés depuis le début des années 2000 ont davantage constitué des effets d'aubaine que de véritables stimulants pour les entreprises du secteur, déjà engagées dans des trajectoires de croissance à deux chiffres. En revanche, la montée de l'influence du politique dans l'économie commence à se faire sentir dans ce secteur, avec une nette inflexion depuis les débuts de la crise ukrainienne. Les sanctions ont en effet exercé des effets sur la disponibilité des financements en devises, qui ont eu des conséquences macro-économiques en

¹⁷ Khrennikov I., Sazonov A., « A Russian Software Billionaire Takes on SAP and Oracle », *Bloomberg*, June 15th, 2017. En ligne : <<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-06-15/a-russian-software-billionaire-takes-on-sap-and-oracle>>.

Graphique n°7 : Exportations de logiciels de Russie, 2002-2016



Source : Russoft, 2016.

réduisant les revenus réels des ménages et les investissements des entreprises (*cf. supra*). Par ailleurs, la raréfaction des investisseurs et des financements étrangers n'a pas manqué de toucher directement le secteur. Mais selon les analyses de *Russoft*, association nationale des fabricants de logiciels et fournisseurs de services informatiques, l'impact de ces chocs exogènes n'a pas été suffisamment négatif pour entraver la progression de l'insertion internationale du secteur : « l'influence négative de la récession économique, du déclin des prix du pétrole et des sanctions antirusse a été entièrement compensée par l'effet positif de la dépréciation de la monnaie nationale, qui a contribué à accroître la compétitivité de l'industrie sur le marché global » (Russoft, 2016, p. 5).

Dans le même temps, la pression politique s'est intensifiée sur des entreprises du secteur. *Vkontakte*, devenue en quelques années un véritable *Facebook* en Russie, en fournit l'illustration. Son fondateur, Pavel Durov, a vendu ses parts dans la compagnie après une dispute l'ayant opposé au gouvernement, qui lui reprochait d'avoir laissé se constituer un groupe anti-Poutine sur son réseau social¹⁸. Il faut rappeler que les activités des entreprises du secteur

¹⁸ <<https://www.techinasia.com/12-things-you-need-to-know-about-russias-tech-scene-today>>.

touchent de nombreux domaines sensibles pour le pouvoir : médias, cryptage numérique, stockage et protection des données, contrôle et surveillance numériques, etc. Dans le contexte actuel de tensions internationales et de raidissement de la politique intérieure et dans le cadre de la politique de substitution aux importations, cela conduit le pouvoir à introduire de nouvelles contraintes sur le secteur, qui sont reçues diversement par les acteurs privés. Ainsi, Vladimir Poutine insiste depuis le milieu de l'année 2017 sur le fait que les administrations publiques ne pourront bientôt plus se fournir en solutions numériques auprès de fournisseurs étrangers. Le but est d'inciter les entreprises nationales à remettre en cause certaines de leurs collaborations avec des partenaires occidentaux pour développer leurs propres solutions.

À court terme, ces nouvelles injonctions devraient effectivement contribuer au développement de nouveaux services en Russie ; mais à long terme, il est à craindre que cette initiative ne contribue à couper un secteur jusqu'ici très dynamique de nombreux flux internationaux d'innovation, vitaux pour l'efficacité et la compétitivité de ses entreprises. En outre, par l'escalade qu'elles rendent possible, les tensions internationales ont un effet cumulatif. Ainsi, depuis le printemps 2017, une enquête est menée aux États-Unis sur les risques que feraient peser sur la sécurité nationale les contrats décrochés auprès de l'administration américaine par l'entreprise russe *Kaspersky*, spécialisée dans la sécurité informatique. Cette enquête est motivée par les liens supposés entre la direction de l'entreprise et le Kremlin, dans un contexte de méfiance exacerbée par les soupçons d'ingérence russe dans la campagne présidentielle de 2016. Si la tendance actuelle à la politisation du secteur se confirme à l'avenir, de plus en plus d'entreprises seront forcées de choisir entre leur culture mondialisée et leur base russe, ce qui ne peut que nuire à la progression de l'industrie en Russie.

Conclusion

En Russie comme dans d'autres pays concernés par la rente pétrolière, le poids économique, financier et institutionnel du secteur des hydrocarbures peut poser des difficultés redoutables en termes de régulation de l'économie. Les contraintes macroéconomiques qu'il induit sont multiples : vulnérabilité du solde courant et des équilibres budgétaires aux chocs de prix et

tendance structurelle à la surévaluation réelle du taux de change sont les plus importantes. Lorsque les cours des matières premières s'envolent, ces phénomènes s'intensifient, tout en se doublant d'une concentration des richesses qui a atteint un point tel en Russie que ses institutions et ses processus politiques en ont été affectés.

Ces processus se sont recomposés dans la décennie 2000 autour de la reprise en main du secteur par l'État. Progressivement, cette dernière a fait naître à son tour de nouvelles questions : comment utiliser le contrôle de l'État sur la rente pour réduire les vulnérabilités extérieures ? Comment articuler la manne pétrolière à la diversification de la structure interne de l'économie ? Quels secteurs privilégier dans le cadre d'une politique de soutien à la diversification industrielle ? Quels leviers de compétitivité internationale rechercher pour les branches identifiées ? Quelles mesures et incitations mettre en place pour atteindre les objectifs fixés ?

Le secteur agroalimentaire et celui des services informatiques constituent deux exemples intéressants pour l'étude de ces problématiques : le premier par la capacité avérée de ses principaux acteurs à capter une partie des retombées positives indirectes de la rente tout en consolidant leur influence sur certaines politiques nationales. Le deuxième par son indépendance originelle vis-à-vis du pouvoir politique, qui a constitué l'un des leviers principaux de son développement jusqu'à présent, mais pourrait être remise en cause du fait de la réaction du pouvoir au regain actuel de tensions internationales. Certes, aucun de ces secteurs ne peut rivaliser en importance avec celui des hydrocarbures. Mais l'étude comparée de leurs trajectoires permet de mettre en évidence quelques caractéristiques sectorielles de l'économie russe contemporaine et de porter l'analyse au-delà du pétrole.

De cette analyse, des enseignements simples peuvent être tirés : d'une part, le développement de secteurs industriels dans un environnement institutionnel peu favorable peut être favorisé, dans une certaine mesure, par l'absence de tutelle publique : pour les sociétés de services informatiques, les stimulants n'ont pas été la commande publique ou la contrainte administrative, mais l'héritage éducatif et la croissance et la diversification du marché intérieur, ainsi que les liens tissés avec la communauté de créateurs d'entreprises *high tech* du monde entier. *A contrario*, la restructuration du secteur de l'agro-alimentaire montre le rôle joué par l'accès aux

pouvoirs publics dans la constitution puis la préservation des agro-holdings, qui structurent désormais le secteur et entendent bénéficier quelque temps encore de la conjonction d'un rouble faible et d'une prolongation de l'embargo sur les importations occidentales. En définitive, ces deux trajectoires montrent qu'entre les contraintes macro-économiques et institutionnelles imposées par un régime d'accumulation rentier et la tutelle de l'État, les trajectoires sectorielles de développement restent variées, qui combinent différemment insertion internationale et adaptation au contexte national.

Références

- Abdrakhmanova G. I., Kovaleva G. G., Bulchenko N. V., 2016 : « The information industry: measuring Russia by international standards », *WP BRP S6/STI/2016*, Moscow, Higher School of Economics, 2016.
- Andreff W., 2007 : *Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché*. Paris : Bréal, 2007.
- Bardhan A., Kroll C., 2006 : “Competitiveness and an Emerging Sector: The Russian Software Industry and Its Global Linkages”, *Industry and Innovation*, vol. 13, n° 1, p. 69-95.
- Boyer R., 2015 : *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La Découverte, 2015.
- Corden M., Neary J. P. 1982 : « Booming Sector and De-industrialization in Small Open Economy », *The Economic Journal*, N° 92, p. 825-848.
- Dufy Caroline et Barsukova Svetlana, 2017 : « Sécurité alimentaire et marché. Représentations des acteurs du monde agricole dans la Russie des années 1990-2010 » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 48/numéro 01-02/march 2017, p. 57-84.
- Dupuy Louis, « La soutenabilité du développement en Russie durant la décennie 1998-2008 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46-2 | 2015, 5-52.
- Grouiez Pascal, 2010 : *Stratégies des communautés et régulation sectorielle et territoriale des configurations productives : le cas de l'agroalimentaire russe*, thèse soutenue à l'université de Reims Champagne-Ardenne le 7 décembre 2010.
- Grouiez Pascal, 2011 : « Les stratégies des exploitations agricoles et la multifonctionnalité de l'agriculture russe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 42-2, 139-164.
- Grouiez Pascal, 2012 : « OMC : quel impact pour le secteur agricole russe ? », *Russie. Nei. Report*, 15, décembre 2012.
- Grouiez Pascal, 2014 : « Farming strategies regarding “social responsibility” in the Russian agricultural sector. » *East-West Journal of Economics and Business* 17, 1 (2014) : 63-84.
- Grouiez Pascal, 2017 : « Les organisations agricoles dans la Russie de Vladimir Poutine : une lecture commonsienne », in Allaire G., Daviron B. (Eds), *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, Versailles, Quæ, chap. 14.
- Ioffe Grigory et Nefedova Tatiana, 2001 : « Russian Agriculture and Food Processing. Vertical Cooperation and Spatial Dynamics », *Europe-Asia Studies* 53 (3) : 389-418.

L'INSERTION INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE RUSSE

- Koudrine A., Gurvich E., 2015 : « A new Growth Model for the Russian Economy », *Russian Journal of Economics*, 1 (2015), p. 30-54.
- Maurel Marie-Claude, 1980 : *La campagne collectivisée. Société et espace rural en Russie*, Paris, Éditions Anthropos.
- Nefedova Tatiana, 2017, « L'agriculture russe à travers le prisme des sanctions et contre-sanctions », *Note de l'Observatoire franco-russe*, n° 16, juillet 2017.
- Nilsson Jerker, Svetlana Goddzdlovina, Sebastian Hess and, Axel Wolz. « Governance of Production Co-operatives in Russian Agriculture » *Annals of Public and Cooperative Economics* (2016) : 1-22.
- Russoft, 2016 : *Export of Russian Software Development Industry 2016. 13th Annual Survey*, St Petersburg : Russoft, 2016.
- Salter W., 1957 : « Internal and External Balance : the Role of Price and Expenditure Effects », *Economic Record*, n° 35, p. 226-238.
- Vercueil J., 2002 : *Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002). Pour une économie institutionnelle du changement*, Paris, l'Harmattan, 2002.
- Vercueil J., 2011 : « Keeping Aside the Dutch Disease : Russia in International Comparison ». Communication au Séminaire franco-russe sur les problèmes monétaires et financiers, CEMI-EHESS (Paris) et IPEN-Académie des sciences de Russie (Moscou), Oufa (Russie), 19-21 janvier 2011.
- Vercueil J., 2013 : « L'économie russe en 2013 : les limites du modèle de croissance sont atteintes », in Dubien A. (Dir.), *Russie 2014. Regards de l'Observatoire franco-russe*. Moscou et Paris, CCIFR, Les éditions du Cherche Midi, 2014, p. 19-30.
- Vercueil J., 2016 : « Réduire la vulnérabilité ? L'économie russe en 2015-2016 », in Dubien A. (Dir.), *Russie 2016. Regards de l'observatoire franco-russe*. Moscou et Paris, CCIFR, 2016, p. 143-155.

75

Résumé :

La Russie n'échappe pas – sous la forme d'une « Russian disease » – aux aléas provoqués par un régime d'accumulation extraverti rentier construit autour du secteur des hydrocarbures : un taux de change ayant tendance à être surévalué, qui accélère la désindustrialisation. Depuis 2014 on observe une dégradation des conditions de l'insertion internationale de la Russie, notamment à cause des sanctions et contre-sanctions adoptées à la suite de l'annexion de la Crimée et de la conflictualité dans l'est de l'Ukraine. Les auteurs comparent le mode d'insertion internationale de deux types de secteurs, rentiers (hydrocarbures) et non rentiers (agro-indusiel et industrie des logiciels).

